



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02 FEV. 2026

## **Rapport de la Visite de Surveillance de Parc des équipements sous pression**

Visite d'inspection du 14/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN WEBER FRANCE**

144 avenue Carnot  
RN 7  
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E/26- **D208**  
Code AIOT : 0006508684

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement SAINT GOBAIN WEBER FRANCE implanté 144 avenue Carnot RN 7 77140 Saint-Pierre-lès-Nemours. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN WEBER FRANCE
- 144 avenue carnot RN 7 77140 Saint-Pierre-lès-Nemours
- Code AIOT : 0006508684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une unité de production d'enduits et de mortiers et d'un atelier de fabrication de

pré-mélanges sur la commune de Saint Pierre Les Nemours autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité de 2008.

### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 et, L.557-53 à L.557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	2 mois
5	Contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
6	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle des équipements au chômage et à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet
3	Contrôle des dossiers d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Sans objet
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9	Sans objet
7	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
9	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
10	Contrôle visuel des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
11	Adéquation des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet



### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant possède de nombreux équipements sous pression (ESP). Tous sont de type récipient. Depuis les 3 dernières années des efforts ont été réalisés pour remettre à jour la documentation des appareils sous pression ainsi que la régularisation des équipements qui étaient en retard de contrôle.

A ce jour plus aucun appareil n'est en retard dans leurs contrôles réglementaires.

L'état apparent des appareils sous pression est satisfaisant y compris pour les équipements les plus anciens.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une liste d'équipements sous pression très complète et possédant tous les champs imposés par la réglementation. Cependant les dates notifiées dans leur liste indiquent seulement le mois et l'année. Les dates des requalifications et inspection périodiques étant des dates butoirs, la mention du jour est également requise. De plus une erreur s'est glissée pour l'équipement sous pression n°2530-03 dont la date de prochaine requalification (indiquée en 2035) ne coïncide pas avec la date de mise en service (2023) alors qu'une périodicité de 10 ans est requise pour cet équipement. Enfin, l'équipement ESP n°2530-01 datant de 2023 devra faire sa toute première inspection périodique en avril 2026 au bout de 3 ans et non pas 4 ans comme indiqué dans la liste.  <b>Observation n°20260114-1 :</b> L'exploitant devra corriger les dates des contrôles périodiques de sa liste des appareils à pression pour faire apparaître les dates complètes au jour même et, corriger les dates erronées. Il veillera à programmer l'inspection périodique de l'équipement sous pression n°2530-01 avant avril 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 2 : Contrôle des équipements au chômage et à l'arrêt**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Équipements à l'arrêt

**Prescription contrôlée :**

III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.

Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'équipements sous pression au chômage.

2 équipements sont actuellement à l'arrêt sur le site mais sont destinés à être mis au rebut. Ces derniers n'ont pas à apparaître sur la liste des appareils sous pression. L'exploitant a indiqué que ces 2 équipements étaient déconnectés du réseau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Contrôle des dossiers d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, dossiers d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements :

- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux



contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un classeur où sont consignés, par équipement sous pression, tous les documents qu'il possède. Il exploite également un logiciel de GMAO récent où sont désormais consignés les registres d'intervention des équipements ainsi que leur documentation.

Par échantillonnage, 4 dossiers d'équipements ont été contrôlés et se sont avérés complets à l'exception de rapports de requalifications et d'inspections périodiques entre 2012 et 2025 qui n'ont pas été réalisés et dont les précisions sont apportées dans les constats relatifs aux requalifications périodiques et inspections périodiques :

- Récepteur Air COM-Ialy n°14992-23 (ESP2530-01) année 2023

Celui-ci dispose de :

- o Une déclaration de conformité CE;
- o Une notice d'instructions ;
- o Un certificat de conformité et notice d'instructions de sa soupape de sécurité ;
- o Un plan de l'équipement ;
- o Un registre intégré à la GMAO.

L'équipement étant récent il ne dispose pas de rapport lié à son suivi en service (inspection ou requalification périodique).

- Récepteur SICC TECH n°22.02860.030 (ESP2530-03) année 2022

Disposant de :

- o Une déclaration de mise en service du 24/02/2025 ;
- o Une déclaration de conformité CE du 05/12/2022 ;
- o Un plan de l'équipement ;
- o Un certificat de conformité et notice d'instructions de sa soupape de sécurité ;
- o Un rapport d'inspection périodique du 19/02/2025 ;
- o Un registre des opérations intégré à la GMAO qui indique une maintenance pour fuite le 09/12/2024 sur un tuyau souple réparé le 12/12/2024 (sur une partie non pressurisée).

- Récepteur RONOT n°6375 (ESP2530-07) année 2001

Disposant de :

- o Une déclaration de conformité CE du 03/07/2001 ;
- o Un rapport de vérification du 04/07/2001 ;
- o Un rapport de requalification périodique du 27/02/2025 ;
- o Un certificat de conformité et notice d'instructions de sa soupape de sécurité ;
- o Un état descriptif ;
- o Une notice d'instructions;
- o Un plan de l'équipement ;

o Un dossier de suivi.

· Récipient CORDIVARI n°P27990 (ESP PM2-07) année 2006

o Une déclaration de mise en service du 01/08/2016 ;

o Une déclaration de conformité CE du 30/05/2006 ;

o Une notice d'instructions;

o Un certificat de conformité et notice d'instructions de sa soupape de sécurité ;

o Un rapport de requalification périodique du 24/03/2025 ;

o Un rapport d'inspection périodique du 08/09/2016 ;

o Un registre des opérations intégré à la GMAO et un registre d'entretien papier maintenu à jour malgré la GMAO ;

o Un schéma de montage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Déclaration de mise en service

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, DMS

##### **Prescription contrôlée :**

La déclaration de mise en service est effectuée par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice : <https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr>

Cette adresse est modifiée par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle.

La déclaration comporte :

-les principales caractéristiques de l'équipement ;

-le nom du fabricant et le pays de fabrication ;

-le numéro de l'organisme notifié le cas échéant ;

-la date de mise en service ; -les coordonnées de l'exploitant ;

-le lieu d'installation ;

-une copie de la déclaration de conformité délivrée par le fabricant pour l'équipement ou, le cas échéant, pour l'ensemble relevant des dispositions de l'article R. 557-9-2 et auquel appartient l'équipement.

L'exploitant reçoit une preuve de dépôt de sa déclaration.

L'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2 peut demander tout complément utile sur cette déclaration.

Pour les déclarations par lot, des dispositions particulières peuvent être retenues par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle.

##### **Constats :**

Les déclarations de mise en service ont été contrôlées pour les équipements sous pression suivants :

- ESP 2530-03 ;
- ESP PM2-07.

Les 2 n'appellent pas de remarque particulière bien que pour le second, mis en service en 2006, il s'agit d'une régularisation faite en 2016.

Pour les autres équipements sous pression soumis à déclaration de mise en service (considérant leurs produits PS x V), la liste des appareils à pression de l'exploitant indique que les déclarations



ont été réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôle de mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, CMS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
<b>Constats :</b>  Les contrôles de mise en service n'étaient nécessaires que pour 2 équipements car tous les autres sont antérieurs à 2018. Pour les 2 équipements, les contrôles de mise en service apparaissaient comme non-réalisés. Il s'agit des équipements sous pression SICC TECH n°22.02860.030 (ESP n°2530-03) année 2022 et Pauchard 944212 (ESP n°2530-08) année 2019. D'après l'exploitant, les deux équipements ont depuis subi une inspection périodique mais n'avaient jamais eu d'attestation de contrôle de mise en service.  Post-inspection l'exploitant a transmis des rapports d'inspection périodique. Parmi ces derniers se trouvaient également les rapports valant contrôle de mise en service pour des interventions faites les 17/02/2025 et 18/02/2025.  <b>Observation n°20260114-2 : L'exploitant mettra à jour les dates des contrôles de mise en service de ses équipements dans sa liste des appareils à pression.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi



que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.

**Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire.**

Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

#### **Constats :**

Plusieurs absences d'inspection périodique sont à déplorer sur la période 2012-2025.

L'équipement RONT n°6375 n'a en particulier subi aucun contrôle sur cette période.

L'équipement AIR COM-ITALY n°14992-23 est en conformité mais sa prochaine inspection périodique est identifiée en avril 2027 au lieu d'avril 2026 et risque d'être en retard d'ici peu.

Depuis 2023 et jusqu'en février/mars 2025 l'exploitant a réalisé une régularisation de plusieurs de ses équipements sous pression et, à ce jour, aucun n'est plus en retard de requalification ou d'inspection périodique. L'intégration des équipements dans une GMAO devrait permettre un meilleur suivi des équipements sous pression à l'avenir.

**Observation n°20260114-3 : l'exploitant veillera au respect des échéances de ses prochaines inspections périodiques de ses équipements sous pression.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 7 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II.- Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de



l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

#### Constats :

Le compte rendu du rapport d'inspection périodique du 08/09/2016 du réceptacle CORDIVARI n°P27990 (ESP PM2-07) 4 n'appelle pas de remarque particulière. De même pour le rapport du 19/02/2025 du réceptacle SICC TECH n°22.02860.030 (ESP2530-03).

En outre, aucune observation n'est reportée par l'organisme habilité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Vérification des échéances de la requalification périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

#### Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les réceptacles mobiles en matériaux autres que métalliques ;

- trois ans pour les réceptacles ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les réceptacles ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles- exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

- six ans pour les réceptacles mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres réceptacles ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques



ne puisse excéder dix ans.  
Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

**Constats :**

Plusieurs absences de requalifications périodiques sont à déplorer sur la période 2012-2025.  
L'équipement RNOT n°6375 n'a en particulier subi aucun contrôle sur cette période.

Cependant depuis 2023 et jusqu'en février/mars 2025 l'exploitant a réalisé une régularisation de plusieurs de ses équipements et à ce jour aucun n'est en retard de requalification ou d'inspection périodique. L'intégration des équipements dans une GMAO devrait permettre un meilleur suivi des équipements sous pression à l'avenir.

**Observation n°20260114-4 : l'exploitant veillera à maintenir ses efforts et au respect des échéances de ses prochaines requalifications périodiques de ses équipements sous pression.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception.

L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

**Constats :**

Sur 4 équipements précités dans le constat dossier d'exploitation, seuls les équipements n° ESP 2530-07 et ESP PM2-07 a subi une requalification périodique étant installés depuis plus de 10 ans. Le rapport du récepteur RNOT n°6375 (ESP2530-07) du 27/02/2025 n'appelle pas de remarque particulière.

En outre, aucune observation n'est reportée par l'organisme habilité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Contrôle visuel des équipements**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]

**Constats :**

Les 4 équipements sous pression ayant fait l'étude d'un examen documentaire du dossier d'exploitation ont été visités.

Lors de la visite d'inspection, les équipements étaient tous en bon état, sans trace de corrosion apparente y compris les équipements les plus anciens datant de 2001 et 2006.

Les supports sont en bon état.

Certains points des notices d'instructions des équipements sous pression ont été contrôlés et étaient respectés tels que la présence de prise de terre (le cas échéant) ou le montage des soupapes de sécurité à la verticale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Adéquation des accessoires de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.



A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

**Constats :**

Pour les 4 équipements précités, les certificats de tarage ont été contrôlés.

Pour chacun d'eux la pression de tarage est inférieure ou égale à la pression de service.

Les soupapes sont correctement installées à la verticale comme indiqué dans leurs notices.

**Type de suites proposées :** Sans suite